

Le Courriel d'information

n°240 – Mardi 29 mai 2001.

POLITIQUE INTERNATIONALE

Dans ce numéro

En bref...

1- Un mini Davos pour l'Afrique. Que faire en faveur du continent africain ? Un institut très discret organise à partir d'aujourd'hui une réunion qui entre autre promeut un NASDAQ pour les pays en développement et autres fariboles qui si elles n'étaient que folkloriques...
2- Euro-Méditerranée : libéralisme sans liberté. El Ejido. Les émeutes racistes qui se sont déroulées il y a un an en Espagne contre des immigrés clandestins, marquent encore les esprits. Elles révèlent au-delà du racisme ordinaire de quelque chose de plus profond qui a à voir avec la construction de l'Union européenne plus forteresse du libéralisme que chevalier de la liberté.
3- Plan Colombie. Voici un récapitulatif de ce qui s'est déroulé depuis quelques mois autour de ce qui est la plus grande opération militaire actuelle sur le continent américain.
4- Brèves d'OMC. Les négociations commencent pour les services tandis que le nouveau cycle de négociations globales est sur toutes les tables de travail. L'ONU a un grand plan pour combattre l'épidémie du SIDA dans le monde, un fonds privé. Une solution miracle, non ?

Un mini Davos pour l'Afrique

Un petit Davos pour l'Afrique au Mont-Pèlerin, en Suisse, les 28-30 mai prochain

L'Afrique est sans doute le continent qui paie depuis le plus longtemps le prix le plus lourd pour son insertion forcée à l'économie capitaliste mondialisée.

En dépit de ses économies profondément sinistrées, elle continue pourtant à attirer des investisseurs, mais sous certaines conditions D'où l'idée d'une "bourse internationale du développement" à Genève, qui pourrait fonctionner comme thermomètre et garant pour la finance internationale.

C'est dans ce cadre, que le fort discret Institut CARFMAN annonce un Forum Economique Africain" Pour une Afrique moderne et compétitive", dans les salons feutrés de l'hôtel du Parc au Mont-Pèlerin, du 28 au 30 mai prochain.

Un WEF pour l'Afrique ?

Un Forum Economique Africain au Mont-Pèlerin (la Société du même nom fut fondée après-guerre par les pionniers du néolibéralisme international) intitulé "Pour une Afrique moderne et compétitive". Voilà déjà un programme riche en symboles. Le ticket d'entrée y est tout de même moins cher qu'à Davos (1 100 Frs pour trois jours, sans compter les frais d'hôtel).

Parmi les invités : 7 diplomates africains, le représentant spécial du FMI auprès de l'OMC, l'ambassadeur de la Commission de l'Union Européenne, le Premier conseiller de l'ambassade de France, le Vice-président de la Fédération de chambres du commerce Suisse-


attac

Afrique, le Directeur des affaires publiques de Nestlé (Côte d'Ivoire), ainsi que, pour faire bonne mesure, un certain nombre d'émissaires de l'OMS, de l'UNICEF et des milieux universitaires. Parmi les "membres d'honneur", une Conseillère Nationale des verts, Anne-Catherine Menetrey...
De quoi est-il prévu de parler ? De la globalisation, de l'avenir économique et social de l'Afrique, de la crise dans la région des Grands Lacs, de l'intégration africaine, de la " nouvelle économie " en Afrique. Pour plus de détails, consulter le site www.carfman.org.

Qui organise ces festivités ? le Centre Africain de Recherche et de Formation en Management CARFMAN. Et qui finance l'opération ? Essentiellement un sponsor de marque, EMA INVEST à Genève (voir plus loin).

Un Centre Africain de management (CARFMAN)

"Entrez avec CARFMAN dans le monde différent de l'Africain, annonce pompeusement le site du Centre, vous éviterez bien des malentendus dans vos contacts et projets avec des hommes d'affaires et politiques africains".

Parmi les buts de l'association : " promouvoir un concept de 'management' adapté aux caractéristiques socio-culturelles, politiques et économiques spécifiques à l'Afrique, contribuer de façon efficace au développement des personnes chargées de gérer des entreprises africaines. " La direction de CARFMAN est propriétaire de Kono Model Academy, un institut professionnel et commercial en Sierra Leone.

Avec de tels promoteurs, on ne s'étonnera pas de trouver cette déclaration d'intention dans les buts du Forum Economique Africain : " Il servira de plate-forme de discussion entre entrepreneurs africains et investisseurs potentiels ".

Un "Nasdaq du développement" proposé par EMA Invest (la formule a été lancée par les initiateurs avant l'effondrement du Nasdaq)

La Fondation EMA est une organisation "à but non-lucratif" fondée en 1988 avec le soutien du Secrétariat d'Etat à l'Economie Suisse, du Canton et de la Ville de Genève, mais aussi de la Banque Mondiale, du Financial Times, d'ABB, de Genève Place Financière, ainsi que des banques Pictet, Bordier, BNP Paribas, SCS Alliance. Elle est présidée par Guy Mettan, conseillet municipal démocrate-chrétien et ancien rédacteur en chef de la Tribune de Genève. Que font les autorités genevoises dans cette galère ? Nous le leur demanderons

Cette fondation organise un salon annuel pour les investisseurs, que le Secrétaire Général de la CNUCED, Rubens Ricupero, voue à un "devenir aussi important que le Salon international de l'Automobile". La philosophie de son action se résume ainsi : "le libre marché constitue la meilleure solution pour résoudre les problèmes de développement ". A cette fin, il convient de promouvoir " une classe d'entrepreneurs nationaux bénéficiant d'un accès direct aux investissements, technologies et savoir-faire des pays industrialisés".

Dans le but de drainer des capitaux, au-delà des investissements directs, EMA à lancé l'idée de créer une "Bourse internationale du développement" à Genève afin favoriser la dynamique "Nouvelle Economie" dans les pays émergents, de conditionner la cotation à des critères de "gestion rigoureuse", enfin, de garantir une sécurité optimale aux investisseurs. "Genève apporterait de la notoriété, une image consensuelle et une réelle proximité avec les organisations internationales".

A l'occasion du 2e salon EMA, en septembre dernier, le représentant mal informé d'une ONG généralement plus critique, invité parmi un aréopage de banquiers, paraît avoir cédé aux sirènes des initiateurs du projet : "Peut-être qu'un tel marché serait en effet profitable au tiers-monde car il implique des entreprises et non des Etats. On croit rêver.
Voir le site www.emainvest.com .

Jean Batou, Comité Suisse de l'Appel de Bangkok (CSAB) et ATTAC Genève
geneve@attac.org

Euro-méditerranée : libéralisme sans liberté

Les émeutes xénophobes contre les immigrés clandestins marocains en Andalousie: la politique de l'Union Européenne en question.

Comment l'exploitation des immigrés clandestins en Europe, qui constitue un déni des droits de l'homme et du droit du travail, pervertit le contenu du "partenariat euro-méditerranéen"

Les émeutes xénophobes anti-marocaines des 5, 6 et 7 février 2000 à El Ejido en Andalousie, suite à l'assassinat d'une jeune femme de 26 ans par un malade mental, et les conséquences qui en résultent jusqu'à aujourd'hui, ont mis en

lumière la gravité des tensions sociales et des facteurs déstabilisants générés par le recours démesuré et incontrôlé à l'immigration clandestine de main d'œuvre en Espagne comme dans d'autres pays européens: exploitation forcenée de cette main d'œuvre en situation de faiblesse, non application du droit du travail et même des droits de l'homme les plus élémentaires, ségrégation des lieux d'hébergement, sont les conséquences inévitables de ces pratiques illégales mais tolérées, pour ne pas dire encouragées par les employeurs et les pouvoirs publics, qui conduisent au bout de cet engrenage à la montée du racisme et des mouvements politiques d'extrême droite.

Une commission d'enquête internationale, constituée par le Forum Civique Européen, s'est rendue sur place en avril 2000 et a publié un rapport complet qui fait le point sur les évènements d'El Ejido.

Un an après ces évènements, alors que des personnalités espagnoles publient un manifeste pour dénoncer cette situation et exigent que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités et fassent respecter les droits et la dignité des immigrés clandestins, nous avons jugé opportun d'organiser à Paris un débat public entre ceux qui se sentent concernés par de tels évènements, pour en prendre toute la mesure et pour mettre en lumière leurs relations avec leur environnement local, européen et international.

En effet, le système économique et social sur lequel repose la production horticole intensive en Andalousie n'est pas un système local isolé: d'une part il participe à la PAC (politique agricole commune) et alimente de ses produits l'ensemble de l'Europe, d'autre part il requiert la force de travail de dizaines de milliers de travailleurs provenant majoritairement du Maroc, mais aussi d'Afrique noire et même d'Amérique du sud. Ainsi cette zone frontalière de l'espace Schengen et de l'Union Européenne est au cœur d'un réseau commercial et financier qui irrigue les plus puissantes structures du commerce alimentaire européen, qui utilise à son profit la situation sociale désastreuse où sont plongées les populations africaines et particulièrement celle du Maroc.

Cette situation est intolérable car elle bafoue les libertés publiques et fragilise l'ensemble des rapports de travail en Europe. Elle menace également de devenir le modèle concret des développements à venir dans le contexte du partenariat euro-méditerranéen. Car si de tels systèmes de production sont tolérés et protégés par les pouvoirs publics sur le territoire même de l'Union Européenne, qu'en sera-t-il dans les régions du sud de la méditerranée où les pays européens proposent de créer une zone de libre-échange selon les principes de l'OMC?

Entre le nord et le sud circuleraient sans entraves marchandises et capitaux tandis qu'une stricte politique de visas contrôlerait sévèrement les migrations de main d'œuvre et renforcerait ainsi les pressions sociales génératrices de migrations clandestines. Nous aurions ainsi à la fois paupérisation au sud et extension des zones de non droit au nord. Des questions essentielles sont soulevées par de telles perspectives:

- par quels moyens faire respecter les droits de l'homme et le droit du travail pour les immigrés clandestins ?

- comment réduire les "courants migratoires de survie" autour de la Méditerranée, et obtenir la libre circulation des personnes conformément aux principes du droit international...?

- quelle politique internationale de coopération et de développement pourrait remplacer efficacement les projets de zones de libre-échange articulés sur l'espace Schengen et favoriser le développement durable de ces pays?

C'est pour développer et approfondir ces analyses et ces réflexions qu'un colloque est organisé à Paris comportant trois sessions de conférences-débats et la projection d'un film sur les évènements à El Ejido.

Les objectifs du colloque seraient les suivants:

Approfondir la compréhension des évènements d'El Ejido, notamment en intégrant les approches de leur impact local, espagnol, européen et marocain et en explorant tous les aspects juridiques, socio-historiques et économiques de leur genèse et de leur déroulement.

Associer les acteurs sociaux, économiques et politiques à ces différents niveaux, pour l'évaluation des problèmes posés par l'importance croissante de l'immigration clandestine en Europe, et pour proposer des politiques alternatives susceptibles de contribuer à résoudre ces problèmes.

Contribuer à créer une prise de conscience des opinions publiques vis à vis des politiques menées à l'égard des clandestins et des "sans



papiers", en mobilisant les structures de la société civile pour exiger un changement radical des politiques mises en œuvre dans ce domaine. Les thèmes des trois sessions prévues seront traités conformément au programme ci-joint.

Comité d'organisation:

L'ISMEA (Institut des Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées), unité de recherche pluridisciplinaire dans le domaine des relations internationales,
Le Forum Civique Européen, ONG support de la commission internationale ayant enquêté sur les évènements d'El Ejido et publié un premier rapport sur le sujet
Les Comités Maroc, qui organisent depuis 1972 la solidarité en Europe avec les forces démocratiques marocaines.
Comité de soutien:

Association Marocaine des Droits Humains (Maroc), Ligue des Droits de l'Homme (France), Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, MRAP, Association des Travailleurs Maghrébins en France, Fédération Syndicale Unitaire (liste susceptible d'évoluer jusqu'à la réunion du colloque)

15-16 juin 2001 :
Les sessions du colloque se tiendront dans une salle de réunion du SNUIPP-FSU, 12 rue Cabanis, Paris (en face de l'entrée de l'Hôpital Ste. Anne) Métro: Glacière (ligne Etoile-Nation)
Pour toute information:
Marc Ollivier, ISMEA, mollivier@ismea.org
Ascen Uriarte, Forum Civique Européen pigeonnier3@wanadoo.fr
Jean Pierre Bolognini, Forum Civique Européen treynas@wanadoo.fr

Plan Colombie

1-Via Campesina en Colombie (juillet 2000)

Extraits d'articles de Gilles GESSON , parus dans "Gardarem Lo Larzac" , "L'Itinérant" , "Charlie Hebdo" , "L'Humanité Hebdo" et "Témoignage Chrétien" .

"Ce que nous avons trouvé ici , c'est la caricature de ce que pourraient devenir de nombreux endroits à travers la planète si les institutions internationales chargées de "libéraliser" le monde (OMC , Banque Mondiale , FMI) parvenaient à leurs fins" . Telle est , en résumé , la teneur du discours que José BOVE a inlassablement répété à tous ses interlocuteurs colombiens , de retour à Bogota d'une visite dans la région d'Arauca , au nord-est de la Colombie , à la frontière vénézuelienne

Là, le peuple U'wa , des Indiens installés sur les contreforts des Andes depuis toujours , résistent à un projet d'exploitation pétrolière de la compagnie Oxy , dont le principal actionnaire n'est autre qu'AL GORE , ex-vice-président des Etats-Unis .C'est l'illustration parfaite de ce qui se passe en Colombie . Se dissimulant derrière la guerre civile et la lutte contre les narco-traficants, le gouvernement a décidé l'éradication pure et simple des indigènes et des petits paysans par la violence : -120000 morts depuis 1964 - La déportation :le bidonville de Ciudad Bolivar , au sud de Bogota , compte 2 millions d'habitants , dont la moitié de paysans chassés de leurs terres - "Nettoyage" du terrain au profit des projets industriels (pétrole , mines , routes) des grandes firmes privées , en majorité américaines

Fidèle à lui-même , José Bové ne s'est pas embarrassé de "locutions diplomatiques" pour s'exprimer sur la situation colombienne (" la Colombie risque de devenir un nouveau Vietnam ") , malgré un contexte sécuritaire tendu : accompagnement par des gardes du corps armés , déplacements en voiture blindée , arrestation de deux journalistes français qui l'accompagnaient (ndlr : Geoges BARTOLI et Gilles GESSON) . Un nouveau pavé dans la mare de la part du porte-parole de la Confédération Paysanne , au moment même où le Plan Colombie (un véritable plan de guerre élaboré par le gouvernement colombien) était présenté à Madrid pour susciter un financement de la part des Etats-Unis (on comprend pourquoi) et de l'Union Européenne (on comprend moins...) et au moment où un diplomate français à Bogota déclarait à propos de cette situation : "Vous comprenez , nous serions chez nous en Afrique (sic)...Mais ici , nous sommes dans la cour des Etats-Unis" .

2-Interview de Noam CHOMSKY (septembre 2000)

Extraits d'une interview de Noam Chomsky (Linguiste américain) sur les visées coloniales du gouvernement américain en Colombie . Texte paru dans le quotidien méxicain "La Jornada" , le 03/09/2000 et traduit par Frédérique LEVEQUE (www.france.indymedia.org) .

La Jornada : Pourquoi cette présence américaine en Colombie



Noam Chomsky : La Colombie a une histoire terrible de violence qui dure depuis plus d'un siècle... En Colombie la mission des forces spéciales nord-américaines était d'apprendre spécifiquement aux forces colombiennes à former des groupes paramilitaires, pour mener à bien ce qu'ils appellent la "terreur paramilitaire" contre les "known communist proponents". "Known communist proponents" est un terme très large pouvant inclure des paysans organisés, des leaders syndicaux,, des activistes des droits de l'homme, des intellectuels indépendants, des candidats politiques, etc...Dans les années 90, la Colombie a eu, en constante augmentation, le pire record de violations des droits de l'homme dans l'hemisphère occidental... Des quasi 10 assassinats politiques qui se commettaient chaque jour, le Département d'Etat (USA) en attribuait la grande majorité, entre 7 et 9, aux paramilitaires, très proches de l'armée. Le reste à la guerilla.

La Jornada : Quel est le problème de la drogue

Noam Chomsky : Dans les régions au sud de la Colombie , tenues par la guerrila, les paysans ont été obligés de produire de la coca; non parce que quelqu'un leur a mis un pistolet sur la tampe, mais parce que simplement il n'y a pas d'autre forme de survie. Le problème remonte aux années 50. La Colombie avait une production de blé qui fut écrasée par l'agroexportation subsidiée des Etats-Unis, sous la façade des "aliments pour la paix (food for peace)" (ndlr : maintenant ils sont inondés par des "produits OGM" dont les Européens ne veulent pas !)...Pour l'agrobusiness, les oscillations sauvages sur les prix (ndlr : par exemple , le café de Colombie) n'ont pas beaucoup d'importance ,parce que si le prix d'une marchandise baisse une année , ils utilisent les autres. Mais si tu es un paysan pauvre, tu ne peux dire à tes enfants: "Ne mangez pas cette année, peut-être que nous mangerons l'année prochaine". La Colombie est un pays très riche, mais une grande partie de sa population vit dans une pauvreté misérable. C'est un système très brutal et répressif.

La Jordana : Quel est le plan Colombie

Noam Chomsky : La Colombie a recu plus d'armes et d'entraînement militaire que quelconque autre pays dans l'hémisphère, et, corrélativement, avec ces fournitures, augmentent les atrocités. Le plan actuel consiste à étendre cela très significativement... Le prétexte est la guerre contre la coca, mais c'est difficile de trouver un analyste qui prend ce prétexte très au sérieux. Les paramilitaires, comme les militaires, sont mouillés jusqu'au cou dans le narcotraffic et la guerre ne se dirige pas contre eux. La guerre se dirige contre des communautés paysannes qui sont devenues parties des régions dominées par les FARC (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia). (ndlr : sous la violence , on trouve : United Brands , British Petroleum , Exxon , Corona , Gold Mines ,...)

3-Résolution deVia Campesina (octobre 2000)

Les organisations paysannes d'Asie, d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord, réunies à Bangalore, Inde, en la IIIe Conférence internationale de Via Campesina, du 3 au 6 octobre 2000, considérant :

1. Que le conflit interne que traverse la Colombie s'enracine dans les profondes injustices sociales, aggravées par les politiques néolibérales d'ajustement structurel, et dans l'exclusion et l'intolérance de toute forme d'opposition sociale et politique ;

2. Que l'application des mesures ordonnées par la Banque Mondiale se réalise par le biais de la violence — les paysans, paysannes, peuples indigènes et communautés noires étant les victimes permanentes d'expulsions de leurs terres, de massacres, de disparitions et de déplacements forcés qui ont touché à ce jour plus de deux millions de personnes ;

3. Que le modèle économique néolibéral actuel a transformé la terre en une marchandise, à laquelle n'a accès que celui qui peut la payer, et qu'il exige de plus le démantèlement de toute aide de l'Etat dans le secteur agricole, permettant le libre accès des multinationales à la terre et aux territoires des peuples indigènes et communautés noires ;

4. Que le plan Colombie est un plan de guerre qui, recherchant l'intensification du conflit armé en Colombie et dans la région andine, accroîtra le problème des déplacements internes et les violations des droits humains de la population rurale, provoquera des dommages environnementaux graves et irréparables en Amazonie et renforcera la concentration de la terre déjà excessive ; décident de :

1. Soutenir de manière inconditionnelle et décidée les organisations paysannes, indigènes et noires de Colombie dans leur lutte pour une véritable Réforme Agraire et pour la



récupération de leurs territoires ancestraux comme condition indispensable à la construction de la paix dans le bien-être et la dignité ;

2. Refuser énergiquement le Plan Colombie et appeler à la mobilisation des peuples de la région pour empêcher l'intervention des Etats-Unis et la généralisation de la guerre. Nous sollicitons des gouvernements d'Europe et du Canada qu'ils s'abstiennent de financer le Plan Colombie et de s'impliquer dans le conflit interne colombien ;

3. Soutenir la lutte du peuple U'wa pour la défense de son territoire légitime et exiger le retrait de la multinationale pétrolière nord-américaine Occidental S.A. du territoire U'wa;

4. Appuyer les efforts en vue de trouver une issue politique au conflit armé, qui passe par la solution des problèmes de fond à l'origine de la rébellion armée. Nous appuyons le droit légitime des organisations paysannes, indigènes et noires à participer selon leurs initiatives propres à ce processus de recherche de paix ;

5. Soutenir la Campagne Internationale " Colombia Clama Justicia " (" La Colombie réclame la justice ") contre l'impunité, ainsi que le droit des peuples à exiger la justice et à connaître la vérité sur les responsables des crimes contre l'humanité qui ont fait des milliers de victimes au sein de la population rurale ;

Texte signé par des organisations paysannes menbres de Via Campesina des pays suivants : Espagne , Etats Unis , République Dominicaine ; Salvador , Honduras , Mexique , Canada , Brésil , Chili , Paraguay , Bolivie , Pérou , Equateur , Inde , Philippines , Indonésie , Malaisie , Thailande , Autriche , Belgique , Allemagne , Portugal , Niger , Pays Basque , Suisse , Norvège , Cuba , Bengladesh , Panama , France.

4- Commission Européenne (avril 2001)

Le 30 Avril , à Bruxelles , la Commission Européenne a "débattu" du Plan Colombie . Il était demandé, à l'Union Européenne , par le gouvernement colombien (et les Etats-Unis) une participation pour financer le "volet social" de ce plan : aide aux personnes déplacées , camps de réfugiés ...(c'est à dire s'occuper des survivants du "massacre militaire"!) Une délégation , comprenant principalement des Colombiens (et quelques rares Européens) s'était chargée d'une "joyeuse et festive manifestation" devant le siège bruxellois de la commission pour marquer leur opposition.

Le commissaire Christopher PATTEN (Britannique ; Relations Extérieures) les a traités de "TERRORISTES INTELECTUELS" (ce commissaire ne doit pas aimé la musique colombienne!) . En fin d'aprés-midi , le même commissaire a annoncé que la commission européenne octroyait une aide de 330 millions d'Euros pour la réalisation du plan de guerre des gouvernements colombien et américain contre le peuple colombien . L'Union Européenne a ainsi décidé de financer une partie de la guerre coloniale que les Etats-Unis font en Colombie . (Pour connaitre la politique des Etats-Unis , nous engageons vivement nos "commissaires à lire les ouvrages "classiques" de Noam Chomsky : "What Uncle Sam Realy Wants" et "Year 501 : The conquest continues"

Brèves d'OMC

A- L'ERT rejette la vision de la Commission Européenne sur un nouveau Round de l'OMC

La Table Ronde Européenne, lobby de 45 grandes entreprises européennes de l'énergie, des telecoms, de la finance et de la production industrielle) s'oppose à l'inclusion des investissements, de la concurrence et des marchés publics dans les négociations, comme proposé par la CE, estimant que le temps manque pour arriver au consensus sur un si grand nombre de sujets d'ici Novembre prochain et qu'à vouloir les maintenir serait une "recette pour un échec" au Qatar.

Elle préfère qu'on se focalise sur les réductions tarifaires, sur les négociations agricoles et sur les services en cours, le retrait des obstacles non-tarifaires environnementaux et de sécurité alimentaire et qu'on suggère les moyens de résoudre les différends entre pays par la négociation plutôt que par procédure à l'OMC.

Le nouveau Round devrait, selon l'ERT, donner des résultats dans les 3 ans. Le lancement d'un nouveau round, s'il devait échouer, serait une "occasion perdue". Mais on ne devrait pas l'interpréter comme une victoire des forces anti-mondialistes.

B- Les USA favorables à une réunion du Quad pour faciliter le lancement d'un nouveau Round, à condition que... :

Le Président de la Commission des Finances du Sénat US a estimé urgent un renforcement de la coopération entre USA et UE avant la réunion ministérielle du Qatar et qu'il fallait utiliser le



Quad pour parvenir à un consensus sur quoi devrait porter les négociations. Pour cela, il s'appuie sur le récent règlement du litige de la banane entre USA et UE [réglé à l'avantage surtout des USA]. Il a toutefois averti que ces relations risquaient de redevenir tendues avant le Qatar si les USA perdaient leur action dans le cas des FSC (Entreprises Commerciales US basées à l'Etranger) les obligeant à réviser leurs règles fiscales. "Nous devons tout faire pour que cela n'arrive pas" (discours devant l'European American Business Council, Avril 2.001).

C- Déclaration de la CISL avant la réunion du Qatar

" En substance, il y a eu peu de changements qui puissent indiquer que les raisons sous-jacentes à l'échec de la 3° Conférence [de Seattle] ont été modifiées. Les Gouvernements et les négociateurs au Commerce doivent tirer les leçons de Seatlle s'ils veulent regagner la confiance du public dans le système commercial multilatéral".

"Il est nécessaire de faire un bilan complet de l'impact économique, social, environnemental, sur le développement, et sur les aspects hommes/femmes de toute négociation ultérieure. Les membres de l'OMC doivent rompre avec le statu quo actuel" (Bill Jordan, SG)

Partant de l'expérience de Seattle ou d'autres réunions, la déclaration propose une réorientation du système commercial multilatéral pour favoriser la croissance et un développement économique mondial soutenable.

Concernant les services publics, les gouvernements doivent conserver le droit de maintenir les principaux services, que ce soit l'éducation, la santé, l'eau et les services postaux, dans le secteur public; En outre l'AGCS devrait explicitement garantir la liberté d'action des gouvernements en place ou à venir. Ils doivent explicitement s'engager à protéger les services sociaux, fournis par ou sous le contrôle du gouvernement, de la libéralisation et de l'ouverture à l'accès au marché.

Elle appelle à offrir une assistance aux PVD afin qu'ils puissent résister aux pressions commerciales pour l'introduction de lois sur les brevets excluant des actions socialement responsables.

La CISL a également abordé les normes essentielles du travail qui est un des sujets en discussion depuis longtemps à l'OMC.

"L'importance de faire respecter les normes sociales à l'OMC se justifie par le nombre de zones franches qui a doublé en à peine 5 ans et alors que la Chine va devenir un de ses membres. Il est donc urgent de protéger les droits fondamentaux des travailleurs, dans les PVD comme ailleurs, contre les gouvernements et les employeurs sans scrupules qui cherchent à gagner des avantages injustes dans le commerce international en violant les normes essentielles du travail"

D- Les efforts de la BM pour faire accepter les règles de l'OMC par les PVD :

Un document informel de la Banque destiné à être discuté par les ministres du plan et du développement des PVD, en préconisant que la Banque aide les PVD à rejoindre le système commercial global, apparait vouloir gagner le soutien à l'OMC de ces ministres et d'isoler les pays qui restent sceptiques devant l'agenda et les institutions multilatérales actuelles.

De son coté l'OMC avait effectué une démarche similaire en sponsorisant une rencontre des ministres du commerce au Gabon pour recueillir leur accord au lancement d'un nouveau round, et qui demeura infructueuse.

Alors que l'Egypte et l'Afrique du Sud essaient de mobiliser des soutiens en faveur du round, les ministres des PVD se plaignent qu'ils sont laissés dans l'ignorance de ce qui se passe..

La BM concède que "l'approche traditionnelle des règles communes au développement peuvent ne pas être appropriées en plusieurs secteurs", qui pourraient inclure les règles sanitaires et phytosanitaires (blocage d'exports de crevettes des PVD vers l'Europe)

Pour la BM, l'approche de l'OMC reste valide en ce qui concerne les principes de non-discrimination et du traitement national, indiquant par là que les gouvernements ne doivent accorder aucune préférence à leurs investisseurs nationaux.

Pour elle, là où le commerce croit le plus vite, ce n'est pas entre pays mais entre filiales des transnationales. "Si les restrictions à la propriété étrangère ne sont pas levées parallèlement aux reformes commerciales, une des sources de



l'Investissement potentiel dans les exportations peut être tarie "

Promouvoir les investissements impliquera l'adhésion à ses prescriptions., qui, dans son jargon, signifie privatisations et nouvelles réglementations des services et des biens publics, y compris des fonds de pension et de l'épargne nationale.

Elle veut également s'assurer que les blocs commerciaux régionaux ouvrent la voie à une intégration multilatérale plus large. (approbation d'un emprunt de 110 M$ destiné à un projet régional du Comesa (Common Market for Easter and Southern Africa)

Elle veut ainsi ne pas retomber dans les problèmes qu'elle avait connus lorsqu'elle s'était opposée au Mercosur, au prétexte qu'il créait des distorsions au commerce international et aux flux d'investissement en élevant des protections contre les non-membres.

Le Mercosur s'est défendu en disant qu'il "musclait" ses emplois et ses industries locales et en attaquant la Banque pour chercher à miner le bloc sous l'impulsion du gouvernement US.

Vu de Washington, où le siège de la Banque est à moins d'une minute des bureaux du Représentant US au Commerce, le Mercosur reste, pour l'OMC comme pour la ZLEA, un "empecheur de tourner en rond". Selon un spécialiste de la BM, elle a appris que le meilleur moyen "d'éviter de nouveaux MERCOSUR est de piloter dès le début les processus d'intégration régionale".

E- Un fonds des Nations-Unis pour lutter contre le Sida alimenté par des dons privés :

Les Nations-Unies devraient tenir une session spéciale fin sur le sujet. Kofi Annan a demandé des contributions de 7 à 10 Mds$ par an. Les USA devraient prochainement s'engager à hauteur de 200 M$.

Ce qui demeure obscur, c'est qui dirigera ce fond. Une première réponse est qu'un fond initié par les USA aurait son siège auprès de la Banque Mondiale. Le World Bank AIDS Trust Fund a vu le jour l'an dernier à la suite de l'action du Congrès et les USA lui ont octroyé 20 M$. Il avait pour but de galvaniser les donations internationales mais il ne put se matérialiser, si bien que certains ont pensé qu'il ne pourrait décoller. La proposition de K.Annan est très proche du World Bank AIDS Trust Fund, amenant à penser que le projet de la BM deviendrait le fonds général.

Le Dept. du Trésor US a la charge d'établir la charte du World Bank AIDS Trust Fund. Il envisage un Conseil de Direction constitué des donateurs avec une participation des pays récipiendaires. Les "Donateurs" ne comprendraient pas que des gouvernements mais aussi des entités privées, ce qui veut dire qu'il ne serait pas uniquement ouvert aux fondations mais aussi aux entreprises, ce qui inclue les laboratoires pharmaceutiques privés. Selon la proposition du Trésor, en échange d'une contribution de 5 M$, ceux-ci pourraient s'acheter des places pour siéger au Conseil de Direction.

F- Les USA souhaitent qu'un nouveau PET soit initié par l'Europe :

Pour Mickey Kantor, premier négociateur commercial de l'Administration Clinton, les USA et l'UE ont besoin de trouver une solution cohérente à leurs différends. Il a suggéré que les USA négocient un accord de libre-échange avec l'UE comme élément d'une stratégie plus vaste destinée à lancer un nouveau round de discussion à l'OMC

[Cette proposition peut rappeler le PET (Partenariat Economique Transatlantique) mort né, initié par l'ancien Commissaire au Commerce L.Brittan.]. L'offre de la réduction de la dette ainsi que l'engagement des nations riches d'ouvrir leurs marchés aux importations "sensibles" des PVD pourraient l'accompagner

Charlene Barchefsky, la dernière représentante au Commerce de l'Administration Clinton a appuyé cette proposition.

Par contre Carla Hills, la représentante au Commerce de Bush père, a été beaucoup plus circonspecte sur ce point. Elle pense qu'un pacte entre nations riches pourrait créer un "ressentiment politique" parmi les autres nations moins prospères.

Bill Brock, représentant au Commerce pendant la première moitié de la présidence Reagan, pense que c'est à l'Europe d'initier les discussions sur un pacte de libre-échange car "cela ne prendra jamais corps si cela provient de nous". La chute de l'Union Soviétique, qui avait unifié les économies industrielles dans le passé, ainsi que l'accélération des changements rendent les négociations commerciales, selon lui, plus difficiles.



G- A l'OMC, laborieuse construction de l'agenda pour Doha :

En dépit des objections du Pakistan, le CG s'est tenu sur la base des sujets de Singapour : il s'agit de ceux qui sont nés de la Conférence Ministérielle de Singapour en 96 et qui comprennent commerce et investissement, concurrence, transparence dans les marchés publics et facilitations commerciales. Y figurent également commerce et environnement, mesures anti-dumping, commerce et dette et commerce et finance.

Concernant les investissements, l'Inde n'a pas paru convaincue d'en négocier les règles à l'OMC, position opposée à celle de l'UE qui pousse dans ce sens. Costa Rica a déclaré que, bien qu'il demeurait important de préserver la capacité des gouvernements à établir des règles internes dans ce secteur, il n'en était pas moins vital pour les PVD d'attirer les investissements étrangers.

En matière d'environnement, des délégations, en particulier celle de l'UE, ont indiqué qu'il leur paraissait important de continuer à y travailler, alors que d'autres estiment que les règles et le statut environnemental à l'OMC étaient suffisants. Pour l'Australie, par exemple, on a déjà trop discuté du principe de précaution. Il vaut mieux, selon elle, éliminer les subventions entrainant des effets pervers dans l'agriculture ou dans d'autres secteurs.

Les mesures anti-dumping retiennent particulièrement l'attention des négociateurs. Mais la réaction des USA à la discussion sur ce sujet ont été plutôt fraîches et ils ne semblent pas vouloir y abandonner quoi que soit.

L'Inde et le Pakistan ont, quant à eux, réitéré leur soutien à la formation de groupes de travail sur commerce et dette et commerce et finance.

Une Déclaration Ministérielle devrait tourner autour de trois points : Le champ des décisions ministérielles à Doha; Les décisions sur le travail ultérieur à la Conférence et les Décisions sur le plan de travail des négociations (Agriculture et Services par exemple). Cette Déclaration ne devrait pas être aussi longue que pour celle qui avait préparé Seattle, sur laquelle il y avait eu désaccord. Par contre elle doit être précise.

H- Application des accords :

Pour la Norvège et quelques autres pays développés, si on ne réglait pas ce problème de façon raisonnable, il ne sortirait rien de bon à Doha pour l'OMC. Pourtant, il apparait clairement que les USA ne sont pas prêts à répondre aux préoccupations des PVD dans ce domaine. Tout au plus, ils ont laissé entendre qu'ils seraient d'accord pour étendre la date butoir pour l'application des TRIMS (Mesures sur les investissements), souhaitée par un certain nombre de PVD. Encore, on ne pourra certainement pas y arriver avant la Conférence. Concernant les demandes des PVD sur les textiles et les mesures anti-dumping dans ce secteur, on reste sceptique sur quelque progrès dans ce secteur, compte tenu de la position des USA.

C'est pourquoi les PVD ont rappelé leur position, à savoir que sans décision sur leurs préoccupations en matière d'application des accords par la Conférence, les résultats de Doha seraient compromis.

Une autre session du SG a traité de l'agenda sur l'Agriculture et les services ainsi que la révision d'autres accords comme l'ADPIC ou les TRIMS.

En Agriculture, le Groupe de Cairns estime que, dans le cadre d'une large discussion sur les sujets de Singapour, il pousserait à des négociations agricoles destinées à prendre des engagements allant au-delà des accords entrant dans le cadre de l'Art.XX de l'accord sur l'Agriculture actuellement existant. Cette position n'a pas reçu un ferme soutien des USA , compte tenu de son programme de subventions agricoles internes et d'un accord informel probable Zoellick -Lamy.

Comparés à l'agriculture, les services ne représentent pas un sujet d'après discussions. Pas mal de pays se plaignent de ce que les services "soient pris en otage" par l'agenda sur l'agriculture, si les deux sujets demeurent trop liés.

Les PVD ont manifesté leur désir de revoir les accords ADPIC et TRIMS.

I- Début des discussions sur les services par secteurs :

Le Conseil pour les services s'est réuni au milieu du mois de Mai pour discuter des secteurs potentiels à soumettre aux négociations.

Ces discussions ont inclu des sujets "horizontaux" (touchant tous les secteurs),



comme la fourniture de services par la mobilité des personnes physiques (mode 4). Egalement les sujets relatifs aux classification et à ceux relatifs aux PME.

Les secteurs discutés portaient sur l'énergie, les communications, les services environnementaux et financiers.

Concernant les communications, les discussions ont porté sur les services audiovisuels et de telecoms. On s'écarterait du principe du "tout ou rien" des précédentes discussions. La Suisse, en particulier, a suggéré d'aborder un certain nombre de sujets, comme la sauvegarde de la diversité culturelle, les subventions et les services publics.

Concernant les services environnementaux, les négociateurs se sont davantage intéressés aux actions de prévention.

Concernant les sujets horizontaux, la discussion a porté sur le mode 4, qui a traditionnellement eu les faveurs de PVD. Mais les pays développés s'y intéressent de plus en plus dans le cadre de leurs expatriés dans d'autres filiales étrangères. (en liaison avec le mode 3 : présence commerciale).

J- Evaluation dans le secteur des services :

Les discussions à ce sujet se sont révélées difficiles, certains déplorant le manque d'informations disponibles. Les PVD demandent une complète évaluation avant qu'on se s'engage vers une plus grande libéralisation. Pour eux, l'évaluation doit servir à avoir une meilleure connaissance des effets de la libéralisation dans certains secteurs. Néanmoins, le guide de négociation adopté en Mars, avait décidé que l'évaluation se ferait en parallèle aux négociations pour une plus grande libéralisation.

Il ne s'agit pour l'heure que de pré-négociations sectorielles qui se poursuivront en Juillet et Octobre. Celles sur l'accès au marché ne sont attendues qu'en début 2002.

Les négociations se sont également poursuivies pour tenter de faire avancer le "travail inachevé" de l'Uruguay Round concernant le procédé d'élaboration des règlements de l'AGCS auquel se sont attelés différents sous-comités.

Parmi eux, le groupe de Travail sur la réglementation Interne a discuté entre autres des disciplines pour les services professionnels et des disciplines horizontales. On commence à peine à discuter de la façon de traiter les nombreuses règles nationales en relation avec les propositions de négociation. On s'est également interrogé pour savoir si les disciplines applicables au secteur comptable pouvaient s'appliquer plus généralement à l'ensemble des secteurs professionnels. Les avis restent partagés, compte tenu des nombreux ajustements qui seraient nécessaires.

Les délégations se sont concentrées sur les concepts de "nécessité" et de transparence dans le cadre des disciplines horizontales sur les procédures et les exigences de qualification, ainsi que sur les normes techniques et les obligations de licences.

L'UE, l'Australie et le Japon, ont présenté leurs rapports sur la définition du concept de "nécessité". Les discussions ont continué sur ce que devrait être cette définition. Ce sujet intéresse également les PVD.

La pression est en train de monter de la part de quelques PVD pour qu'on parvienne à un accord sur les disciplines en matière de mesures de sauvegarde. De leur point de vue, un mécanisme de déclenchement de sauvegarde d'urgence pourrait les encourager à libéraliser des services où aucune évaluation de son impact n'a encore été engagée. Toutefois pour les USA ou l'UE, ces disciplines ne paraissent pas nécessaires ni même souhaitables. L'OMC estime que ces discussions deviennent trop techniques pour la capacité des PVD.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Mardi : FR : PERTUIS – PARIS 15 – PARIS 11

Mercredi : FR : MARSEILLE – PARIS 11 – JUSSIEU (avec Naomi Klein – 19h00 Amphi 15)

Jeudi : FR : BERNAY – BLOIS



Vendredi : FR : MONTREUIL – LILLE – LANNION – ANGOULEME - CHINON